



PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE
L'YONNE

Groupeement Préparation et Opérations

RAPPORTEUR : Lieutenant Gilles PREUX

N° PV CA 73/24/GP

**COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET
D'ACCESSIBILITÉ**

S/commission départementale ERP-IGH

PROCÈS-VERBAL DE VISITE D'OUVERTURE (ERP du 1^{er} groupe)

6 février 2024

CENTRE HOSPITALIER SENS pôle mère enfant

Références PREVARISC :

Identifiant unique de l'établissement : 387 - 047

Identifiant unique du dossier : 30452

Exploitant :

Directrice : Madame Véronique ROBIN

Coordonnées de l'établissement :

1 AVENUE PIERRE DE COUBERTIN 89100 SENS

Tél. : 03.86.86.15.15

Dernière visite périodique :

Date : 23 mars 2022

Avis : Défavorable

PÉRIODICITÉ DES VISITES :

☐ 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1an ☐ 2 ans ☒ 3 ans ☐ 5 ans ☐ Néant

Classement

Activité principale	: Etablissements de santé publics ou privés dispensant des soins de courte durée en médecine, chirurgie, obstétrique
Activité secondaire(s)	: Restaurants
Type principal	: U
Type(s) secondaire(s)	: N
Catégorie	: 1ère
Effectif public	: 1522 dont 372 hébergés
Effectif personnel	: 445
Effectif total	: 1967

Textes de référence :

- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Arrêté du 21 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type N
- Arrêté du 23 mai 1989 modifié relatif aux établissements de type U
- Arrêté du 21 avril 1983 modifié relatif aux établissements de type W

Descriptif de l'établissement :

L'extension du centre hospitalier de Sens par la construction d'un nouveau bâtiment, R-1+3 comprend :

Au sous-sol :

- des locaux techniques non accessible aux public.

Au rez-de-chaussée bas :

- le service d'hémodialyse,
- le pole mère enfant, (consultations pédiatries et gynéco-obstétricales, bloc obstétrical, maternité, hospitalisation de pédiatrie, néonatalogie, extension du bloc opératoire).

Au rez-de-chaussée haut :

- le service d'hémodialyse ;
- le pole mère enfant, (consultations pédiatries et gynéco-obstétricales, bloc obstétrical, maternité, hospitalisation de pédiatrie, néonatalogie, extension du bloc opératoire).

Au R+1 :

- bureaux ;
- salles de réunion ;
- chambres de garde.

Au R+2 :

- les locaux techniques (TGBT, CTA, Plomberie.)

Au R+3 :

- hélisation.

Effectifs

Niveau	Local	Type	Superficie	Mode de calcul	Effectif public	Effectif personnel	Effectif total
Sous-sol		W			/	25	25
RDC bas	24 postes			8 pers/poste	192	6	6
				18 lits	36		
	Total cumulé				234		
RDC Haut				54 lits	108	18	18
					126		
Total dans le nouveau bâtiment pole mère enfant					435		
Total cumulé CH SENS					1522	445	1967

Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :

- Attestation de solidité fait par DEKRA en date du 06/02/2024.
- RVRAT fait par DEKRA en date du 06/02/2024.
- Rapport de réception technique du SSI fait par NAMIXIS en date du 06/02/2024.

Descriptif de la visite :

La visite a pour objet le contrôle de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- Vérification de la réalisation des contrôles périodiques.
- Essai de l'alarme / éclairage de sécurité / divers.
- Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :

Essai de l'alarme ; action sur un détecteur automatique incendie au moyen d'un foyer type(buchettes) dans un dégagement cote : résultat correct.

Essai du système de désenfumage : action sur un DAI : résultat correct

Essai mise en défaut d'un moteur de désenfumage : Résultat correct

Anomalies constatées :

- manque de signalétique sur les portes des locaux techniques.
- observations sur le RVRAT.
- observations sur le rapport SSI.
- manque l'affichage des plans.

Analyse de risque :

Établissement qui, au moment de la visite, présente un niveau de sécurité satisfaisant.

Pour information, à la mise en service de l'hélisation, l'hélisurface située dans l'enceinte du centre de secours ne sera plus opérationnelle.

Avis de la commission :

La S/commission départementale ERP-IGH émet un avis **favorable** à la réception des travaux en vue de son ouverture au public.

Au regard de l'avis **favorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **mai 2025**.

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

- 1• Lever** les dernières observations du rapport technique du système de sécurité incendie (Article MS 68)
 - 2• Lever** les observations du rapport de vérifications réglementaires après travaux (Article 143 – 34)
 - 3• Afficher** à proximité du SSI les plans de zonage et compléter les informations sur le SSI pour permettre aux personnels chargés de l'exploitation de localiser un sinistre sans délais. (Article MS 69)
 - 4• Apposer** les plans d'intervention et d'évacuation dans l'établissement, sous forme de pancarte inaltérable, pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (Article MS 41).
 - 5• Afficher** une signalisation sur l'ensemble des locaux divers ou techniques de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (Articles MS 41 et MS 42)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public -

Rappels réglementaires

- **N° 1 – N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **N° 2 – Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- Désenfumage : tous les ans (art. DF 10) ;
- Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les ans (art. CH 58) ;
- Ventilation : tous les ans (art. CH 58) ;
- Gaz : tous les ans (art. GZ 30) ;
- Électricité et éclairage de sécurité : tous les ans (art. EL 19) ;
- Ascenseurs : tous les 5 ans par une personne ou un organisme agréé (Avant remise en service faisant suite à une transformation importante – Vérifications du respect des dispositions applicables aux ascenseurs) (art. AS 9),
- Appareils de cuisson : tous les ans (art. GC 22) ;
- Gaz médicaux : tous les ans ;
- Moyens de secours :
 - Extincteurs et RIA : tous les ans,
 - Détection automatique d'incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (art. MS 58) ;
 - Système de sécurité incendie : tous les ans et tous les 3 ans, par une personne ou un organisme agréé (SSI A et B), avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (SSI A et B) (art. MS 68) ;
 - Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ;(art. MS 73) ;
 - Continuité des communications radioélectriques : tous les 3 ans par un organisme agréé (art MS 71) ;

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle

exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme indiqué à l'article R. 143-34 du même code.

Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, au maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'Etat dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Sens, le 6 février 2024

Le Président de la commission,



Florent HAUTELIN